

STAGES À LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE (CJUE)

Avant de postuler, veuillez consulter les [conditions générales](#) pour plus d'informations détaillées.

Présentation

Les stages auront lieu à la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg. Les stagiaires REFJ seront affectés dans le cabinet d'un membre de l'une des juridictions qui composent la CJUE. Leurs tâches varieront en fonction des besoins de chaque membre mais ils seront appelés, en particulier, à assister le membre concerné dans le traitement des dossiers pour lesquels ce dernier aura été nommé juge rapporteur ou avocat général. Ils ne participeront pas aux délibérations de ces juridictions.

Les candidats pourront aussi postuler un stage auprès de la Direction de Recherche et de Documentation ("DRD") de la Cour. Les stagiaires sélectionnés y travailleront dans l'analyse des nouvelles affaires devant la Cour et dans la Recherche juridique.

Durée

- 6 mois (du 2 septembre 2024 au 28 février 2025)

ou

- 12 mois (du 2 septembre 2024 au 29 août 2025)

La durée des stages ne peut être prolongée dans le cadre du système financier du REFJ.

Conditions

- Être un juge ou un procureur d'un Etat membre de l'UE
- Avoir au moins un an d'expérience en tant que juge ou procureur
- Être familiarisé avec le droit de l'UE
- **Les candidats doivent avoir un niveau adéquat prouvé de la langue française pour être en mesure d'appuyer les membres du Cabinet dans le traitement des dossiers et dans la rédaction de décisions**
- La bonne connaissance d'une autre langue de l'UE est également requise

Les candidats sont priés d'indiquer clairement dans leur motivation s'ils souhaitent être affectés à un Cabinet à la Cour, un Cabinet au Tribunal ou à la Direction de la Recherche et de la Documentation (DRD) de la Cour.

Documents justificatifs à fournir

- Curriculum vitae en format europass, en Anglais ou Français
- Preuve de maîtrise du français
- Une "Déclaration sur l'honneur" signé par le candidat / la candidate qu'aucune procédure pénale ou disciplinaire a été invoquée contre eux en fonction de juge / procureur
- Lettre de motivation en Anglais ou Français

Tous les documents doivent être soumis en format pdf.

Nombre de places disponibles

15

Calendrier

1^{er} Septembre – 16 Octobre 2023	Période de candidature
Octobre 2023 – Mars 2024	Sélection des candidats par la CJUE
Mars – Avril 2024	Notification par le REFJ des participants sélectionnés
Avril – Septembre 2024	Préparation des candidats sélectionnés en vue du stage
2 Septembre 2024	Début des stages

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage. Veuillez consulter les conditions financières pour de plus amples informations sur le cadre financier relatif aux stages de longue durée.

Date limite

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne* et motivés sont invités à soumettre leur candidature pour les stages de longue durée à la CJUE **avant le 16 octobre 2023, 18h00 (heure de Bruxelles)**.

STAGES DE LONGUE DUREE A LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Présentation

Les stages auront lieu à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg, France.

Veillez consulter les conditions générales relatives aux stages de longue durée.

Les participants seront intégrés au **Greffé de la Cour** et auront pour tâche principale de traiter des requêtes individuelles qui se rapportent au système du pays dont ils sont ressortissants en anglais ou français. Ils assureront en particulier le traitement des requêtes à rejeter par la Cour pour non-respect des conditions de recevabilité. Leurs tâches consisteront à :

- Examiner et traiter les requêtes conformément aux procédures et directives internes de la Cour ; les requêtes traitées comprendront en particulier des affaires à priori irrecevables et des affaires pouvant être traitées de manière standard ;
- Rédiger des décisions, comptes rendus, rapports, notes et autres documents;
- Assurer la correspondance avec les requérants, et le cas échéant, avec les Etats et parties tierces ;
- Renseigner les requérants sur les conditions de recevabilité des requêtes et leur fournir toute information pertinente;
- Assurer une analyse juridique et assister les juristes expérimentés dans la préparation des affaires en vue de l'examen par la Cour et dans la rédaction des arrêts et décisions de Chambre; assister aux sessions de la Cour;
- Mener des études et recherches relatives à la jurisprudence de la Cour et au droit national ainsi qu'en matière de droit comparé et international.

Durée

12 mois (du 2 septembre 2024 au 29 août 2025)

Conditions

- Être un juge (ordinaire ou administratif) ou un procureur
- Avoir entre 5 et 10 ans d'expérience professionnelle
- Avoir une connaissance approfondie de la langue anglaise ou française (capacité à rédiger des décisions dans l'une ou l'autre de ces langues).

De plus, un candidat sera alloué au département des Droits sociaux et au secrétariat du Comité européen des Droits sociaux.

Le participant contribuera aux réclamations collectives et aux rapports selon ses compétences et son expérience. Une priorité sera donnée aux candidats ayant une expérience judiciaire dans les domaines du droit du travail et de l'emploi, de la sécurité sociale et de la santé, de l'enfant et de la famille ou tout autre aspect des droits sociaux entrant dans le cadre d'application de la Charte et du Comité européen des Droits sociaux.

Les candidats sont invités à clairement indiquer leur intérêt pour la position au sein du département des Droits sociaux et du secrétariat de la Charte sociale européenne dans le formulaire de candidature en ligne.

Nombre de places disponibles

15

Calendrier

1^{er} septembre-16 octobre 2023	Période de candidature
Décembre 2023-avril 2024	Sélection des candidats par la CEDH
Février-mai 2024	Notification des participants sélectionnés par le REFJ
Mai-septembre 2024	Préparation des candidats sélectionnés en vue du stage
2 septembre 2024	Début du stage

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage. Veuillez consulter les conditions financières pour de plus amples informations sur le cadre financier relatif aux stages de longue durée.

Date limite

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne* et motivés sont invités à soumettre leur candidature **avant le 16 octobre 2023, 18h00 (heure de Bruxelles)**. Les candidats des pays suivants sont particulièrement encouragés à postuler : Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

*Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède.

STAGES DE LONGUE DUREE A EUROJUST

Présentation

Durant un stage de longue durée à Eurojust, les participants seront affectés au Bureau National de leur Etat membre. Ils participeront au travail quotidien de ces bureaux en étant impliqués dans les dossiers opérationnels ou des projets sous la supervision du Membre National. Ils pourront également prendre part à d'autres activités d'Eurojust comme les réunions plénières du Collège, les réunions de coordination ou les réunions d'équipe.

Durée

La durée des stages à Eurojust varie de 3 à 4 mois selon les bureaux nationaux.

Bureau National	Durée
<i>Allemagne</i>	<i>4 mois</i>
<i>Autriche</i>	<i>3 mois</i>
<i>Belgique</i>	<i>3 ou 4 mois</i>
<i>Bulgarie</i>	<i>4 mois</i>
<i>Croatie</i>	<i>3 mois</i>
<i>Estonie</i>	<i>3 ou 4 mois</i>
<i>Espagne</i>	<i>4 mois</i>
<i>Finlande</i>	<i>4 mois</i>
<i>Grèce</i>	<i>3 mois</i>
<i>Hongrie</i>	<i>4 mois</i>
<i>Italie</i>	<i>3 mois</i>
<i>Lettonie</i>	<i>3 ou 4 mois</i>
<i>Lituanie</i>	<i>4 mois</i>
<i>Pologne</i>	<i>4 mois</i>
<i>Portugal</i>	<i>3 mois</i>
<i>Roumanie</i>	<i>3 mois</i>
<i>Slovaquie</i>	<i>4 mois</i>
<i>Slovénie</i>	<i>4 mois</i>
<i>Tchéquie</i>	<i>4 mois</i>

Conditions

- Être un procureur ou un juge (de préférence juge d'instruction) en exercice dans un Etat membre de l'UE.
- Travailler à un niveau du système national où interviennent les commissions rogatoires et autres formes de coopération judiciaire en matière pénale.
- Avoir au moins trois ans d'expérience pratique dans le domaine du droit pénal.
- Avoir un niveau suffisant d'anglais pour travailler dans un environnement international.

Les candidats sont fortement invités à ajouter dans leur candidature tout document pouvant soutenir leur candidature (CV, lettre de motivation, certificat de langue, approbation de la hiérarchie).

Nombre de places disponibles

Calendrier

1^{er} Septembre-16 Octobre 2023	Période de candidature
Décembre 2023-Janvier 2024	Sélection des candidatures par Eurojust
Février/Mars-Décembre 2024	Mise en œuvre des stages (tous les stages devront être terminés avant le 31 Décembre 2024)

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage.

Date limite

Les candidats des États membres de l'UE mentionnés ci-dessus sont invités à soumettre leur candidature **avant le 16 octobre 2023, 18h00 (heure de Bruxelles)**.

STAGES DE LONGUE DURÉE AU PARQUET EUROPÉEN

Avant de postuler, veuillez consulter les [conditions générales](#) pour des informations plus détaillées.

Présentation

Les stages seront mis en œuvre au Parquet Européen à Luxembourg pour la première fois en 2024. Les stagiaires REFJ seront affectés au Service juridique, au Bureau de la protection des données ou au sein de l'Unité opérationnelle du Parquet européen.

Leurs tâches varieront selon les exigences de chaque service. Les stagiaires affectés à l'Unité opérationnelle coopéreront avec un Procureur européen et participeront à leurs activités quotidiennes. Leur rôle principal sera d'accompagner le procureur européen dans l'exercice de ses prérogatives opérationnelles en préparant des mémoires et des analyses juridiques. Un stagiaire au Bureau de protection des données travaillera spécifiquement sur les questions liées à la protection des données ayant un impact sur le travail opérationnel du Parquet européen. Deux places seront ouvertes au Service juridique du Parquet européen, où les stagiaires contribueront à la rédaction de avis juridiques liés au cadre juridique du Parquet européen, y compris son interaction avec le droit pénal national et le droit de la procédure pénale. La répartition des places sera la suivante :

Unité	Places disponibles	Durée
Unité opérationnelle	3	6 mois
Service juridique	2	6 mois
Bureau de la protection des données	1	6 mois

Durée

- Les stages **auront une durée de 6 mois**.
- Les stagiaires sélectionnés pourront convenir les dates de leur stage en coopération avec le Parquet européen et le REFJ

La durée des stages ne peut être ni prolongée ni raccourcie dans le cadre du système financier du REFJ.

Conditions

- Exercer en qualité de juge pénaliste, d'instruction ou procureur d'un Etat membre de l'UE participant au Parquet européen
- Avoir une expérience d'au moins trois ans en tant que juge/procureur
- Avoir une expérience de la coopération judiciaire pénale au niveau national
- Les candidats doivent faire preuve d'une connaissance approfondie de la **langue anglaise (langue de travail)**

Conditions spécifiques selon l' affectation

- Service juridique : connaître le droit de l'Union européenne
- Unité opérationnelle : avoir une expérience des enquêtes économiques

Avantages

- Bonne connaissance d'une autre langue de l'UE

Les candidat/es sont invité/es à clairement indiquer leur intérêt pour la position au sein de l'Unité opérationnelle, du Service juridique ou du Bureau de la protection des données dans le formulaire de candidature en ligne.

Nombre de places disponibles

6

Calendrier

1er septembre – 16 octobre 2023	Période de candidature
Novembre 2023 – Janvier 2024	Sélection des candidats par l'EPPO
Janvier - février 2024	Notification des participants sélectionnés par le REFJ
À partir de février 2024	Préparation des stagiaires pour la période de stage et début des stages
Au cours de l'année	Début des stages

Prise en charge financière

Le Réseau octroie une indemnité journalière de 120 € par jour pour couvrir les dépenses du participant pendant toute la durée du stage. Veuillez consulter les conditions financières pour de plus amples informations sur le cadre financier relatif aux stages de longue durée.

Date limite

Les candidats de tous les États membres de l'UE participant au Programme Justice de l'Union européenne* et motivés sont invités à soumettre leur candidature pour les stages de longue durée à la CJUE **avant le 16 octobre 2023, 18h00 (heure de Bruxelles)**.
